

Kahn, Philippe, (sous la direction de). *De l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergie : Vers un nouvel ordre énergétique international?* Paris, Librairies Techniques, Travaux du Centre de Recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux de l'Université de Dijon, vol. 6, 1979, 532 p.

Hélène Galarneau

Volume 12, numéro 4, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701305ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701305ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Galarneau, H. (1981). Compte rendu de [Kahn, Philippe, (sous la direction de). *De l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergie : Vers un nouvel ordre énergétique international?* Paris, Librairies Techniques, Travaux du Centre de Recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux de l'Université de Dijon, vol. 6, 1979, 532 p.] *Études internationales*, 12(4), 831–832. <https://doi.org/10.7202/701305ar>

spécial, et les pays communistes (l'URSS, Cuba et la Chine). Un tableau de l'aide multilatérale est également esquissé.

La situation de neuf pays africains (Kenya, Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Mozambique, Zaïre et Égypte) est ensuite présentée de façon à faire ressortir de quels pays donateurs dépendent ces récipiendaires, à quels secteurs de l'économie l'aide est destinée et surtout, quelle a été la contribution de celle-ci au développement économique du pays.

Si les chiffres peuvent sembler à prime abord impressionnants, Arnold croit que la valeur des transferts tient plutôt à la mesure dans laquelle ils permettent aux récipiendaires de s'approcher du point où ces derniers peuvent s'en passer. À ce point de vue, les résultats sont décevants, les pays qui étaient candidats à l'aide au développement il y a vingt-cinq ans le demeurant aujourd'hui. Telle qu'elle est conçue et mise en pratique, l'aide au développement ne sert qu'à maintenir en place un système économique favorable aux fournisseurs, que le dialogue Nord-Sud, au sein du rapport de forces actuel, n'a aucune chance de transformer.

H.G.

INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES STRATÉGIQUES. *Situation stratégique mondiale 1979*. Paris, Berger-Levrault, Coll. « Stratégies », 1980, 290 p. ISBN: 2-7013-0404-0

La Bibliothèque Berger-Levrault, dans sa collection « Stratégies », nous présente avec cet ouvrage la traduction française de l'édition de 1979 du Strategic Survey publié chaque année par l'International Institute of Strategic Studies de Londres.

Comme son titre l'indique, cette étude trace le bilan de la situation stratégique mondiale pour l'année 1979. Elle présente d'abord les faits qui ont caractérisé, de façon générale, l'évolution du rapport de forces dans le monde puis examine chaque événement marquant dans le cadre d'analyses régionales. L'état des grandes négociations sur le contrôle des armements fait l'objet de la

dernière partie de l'ouvrage. Enfin, des chronologies événementielles régionales, et une consacrée spécifiquement au contrôle des armes Est-Ouest, complètent cette revue des situations conflictuelles mondiales.

Avec le Military Balance, également de l'International Institute for Strategic Studies, le World Armements and Disarmement du SIPRI et l'Annual of Power and Conflict de l'Institute for the Study of Conflict, Situation stratégique mondiale est un outil indispensable au spécialiste des études stratégiques et sa publication en français utile aux chercheurs et aux étudiants francophones.

H.G.

KAHN, Philippe, (sous la direction de). *De l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergie : Vers un nouvel ordre énergétique international?* Paris, Librairies Techniques, Travaux du Centre de Recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux de l'Université de Dijon, vol. 6, 1979, 532 p.

Cet ouvrage rassemble les rapports et les observations présentés lors d'un colloque pluridisciplinaire sur l'avenir énergétique mondial qui s'est tenu à l'Université de Dijon en mars 1979.

La moitié des rapports portaient sur l'énergie nucléaire qui, parmi les énergies nouvelles, apparaît comme l'énergie dominante et plus précisément sur les données économiques et juridiques de son organisation commerciale, sur son organisation publique en France et sur les problèmes qu'elle soulève au niveau international.

L'autre série de rapports concernait les énergies nouvelles. Les stratégies des pays industrialisés et des pays en voie de développement en matière d'énergies renouvelables et locales, ainsi que l'organisation de ce développement, à la fois sur le plan de la production que sur le plan juridique, y sont exposées.

Les débats qui ont eu lieu au cours du colloque sont rapportés non pas sous forme de synthèse mais par la transcription des pério-

des de discussion. La conclusion prend également cette forme, alors que les participants, réunis en table ronde, avaient abordé trois thèmes récapitulatifs : le problème général de la décision, celui des formes d'organisation administrative et celui de la réconciliation, au niveau international, des besoins de coopération et des désirs d'indépendance en vue de la création d'un nouvel ordre énergétique international.

H.G.

Les cent premiers groupes agro-industriels mondiaux. Collectif. Montpellier, Institut Agronomique Méditerranéen, 1980, 457 p.

Cet ouvrage constitue une mise à jour de l'annuaire *Agrodata* publié en 1977 par l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, annuaire qui regroupe des informations à la fois quantitatives et qualitatives sur les cent plus importantes firmes agro-alimentaires mondiales.

On y retrouve également, en première partie de l'édition 1980, une analyse de l'évolution des cent premiers groupes agro-industriels mondiaux au cours de la décennie 1970, que permet l'actualisation périodique des informations effectuée par l'Institut.

L'information recueillie sur les grandes firmes agro-alimentaires est présentée de trois façons. A l'état brut d'abord sont livrées les données primaires rassemblées pour chaque firme : identification et structure, activités, implantations multinationales et indicateurs de dimension, économiques et financiers. Les firmes sont ensuite classées de façon hiérarchique suivant chaque indicateur de dimension (chiffre d'affaires, bénéfice net, immobilisations, etc.). Enfin, des tableaux retracent leurs implantations géographiques et sectorielles dans le monde.

L'Institut poursuit actuellement sa cueillette de données et travaille également, en collaboration avec d'autres centres de recherche, à étendre *Agrodata* aux grands groupes coopératifs mondiaux, ce qui sera présenté

dans la prochaine version de cette publication.

H.G.

McGREEVEY, William Paul (ed.) *Third World Poverty*, Toronto, Lexington Books, 1980, 239 p.

Cette série d'articles très spécialisés ne cherche pas à cerner l'étendue de la pauvreté, mais plutôt à tracer les limites des instruments actuellement utilisés et devant mesurer cette pauvreté. Tous les auteurs soulignent la nécessité d'avoir des mesures précises, car la question n'est pas seulement de savoir à quoi l'on s'attaque, mais quels sont les résultats effectifs du combat que mène la communauté internationale pour rayer de la carte le fléau de la misère.

Les différents chapitres traitent des points suivants : les faiblesses majeures des données statistiques couramment utilisées ; l'avantage des mesures dites de « pauvreté-absolue » ; la difficulté de définir certains concepts, tel le chômage ; le caractère erratique de certains indices de productivité (agricole, par exemple) et enfin la question de l'emploi du temps en économie dite sous-développée.

Olivier NICOLOFF

Département de science politique
Université Laval

ROSS, Larry M. et REDICK, John, R. *National Disarmament Mechanisms: A Research Study of The Stanley Foundation*. Muscatine (Iowa), The Stanley Foundation, 1980, 23 p.

À la suite d'une conférence préparatoire à la Session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement de mai 1978 dont elle était l'hôte, et après avoir constaté le manque de renseignements disponibles sur les structures gouvernementales nationales vouées au désarmement, la Stanley Foundation a entrepris de réunir quelques données sur le sujet.

Un questionnaire fut donc envoyé, en mars 1979, à soixante-quinze pays (dans la majorité des cas à leurs représentants perma-